

## **Collège d'autorisation et de contrôle**

### **AVIS 75/2020**

#### **Avis relatif au respect des engagements et obligations de l'éditeur O.R.E.F.U.N.D.P. ASBL pour le service Radio Universitaire Namuroise (RUN) au cours de l'exercice 2019**

L'éditeur O.R.E.F.U.N.D.P. ASBL a été autorisé à diffuser, en tant que radio indépendante, le service Radio Universitaire Namuroise (RUN) par la voie hertzienne terrestre à partir du 11/07/2019. En date du 02/07/2020, l'éditeur O.R.E.F.U.N.D.P. ASBL a transmis au CSA son rapport annuel pour l'exercice 2019, en application de l'article 58 §4 du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels.

Lors du processus d'autorisation, et sur base des éléments repris dans le dossier de candidature, le Collège a attribué à l'éditeur le profil "Expression" à titre principal et "Géographique" à titre secondaire.

### **1. Programmes du service Radio Universitaire Namuroise (RUN)**

#### **1.1. Nature des programmes**

Les programmes sont répartis en diverses catégories de la manière suivante :

- Sport : 2%
- Info : 1%
- Musique pure : 63%
- Emission musicale à orientation de développement culturel : 13%
- Développement culturel en général : 6%
- Participation citoyenne : 12%
- Education permanente : 2%
- Publicité : 0%

La production d'une semaine type est assurée à concurrence de 49 heures dans les conditions du direct et à concurrence de 119 heures par des moyens automatiques (diffusion musicale en continu, voice-tracking, rediffusion, etc.).

#### **1.2. Programmes d'information**

L'éditeur déclare avoir diffusé en 2019 des programmes d'information pour un total hebdomadaire de 90 minutes. Pour cet exercice, la rédaction de l'éditeur comportait 1 journaliste professionnel accrédité. Il dispose d'un règlement d'ordre intérieur en matière d'objectivité dans le traitement de l'information et a adhéré à l'Association pour l'Autorégulation de la Déontologie Journalistique.

### **2. Engagements de l'éditeur en matière de programmation**

L'article 53 du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels prévoit que tout éditeur d'un service de média sonore autorisé à diffuser par la voie hertzienne terrestre analogique et numérique est tenu de veiller à la promotion culturelle, et sauf dérogation, d'assurer un minimum de 70% de production propre, de diffuser ses programmes en langue française, d'assurer dans sa programmation musicale un minimum de 30% d'œuvres musicales de langue française et au moins 6%, dont 4,5% entre 6h et 22h, d'œuvres musicales émanant d'auteurs, de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs musicaux dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Lors de leur demande d'autorisation, les éditeurs ont été amenés à prendre leurs propres engagements en ces matières. Ces engagements peuvent être supérieurs aux seuils légaux. C'est sur ces engagements, ainsi que sur les autres engagements pris par les éditeurs dans d'autres domaines, que porte le contrôle.

L'éditeur a fourni les échantillons de programmes demandés. Pour les radios indépendantes, il s'agit d'une journée du service collectée au cours de l'exercice. L'échantillon pourra, à titre informatif, renseigner de la manière dont les engagements ont été concrétisés au quotidien.

## **2.1. Promotion culturelle**

Après analyse du rapport annuel, le Collège constate que l'obligation minimale décrétable est rencontrée. Lors du contrôle de l'exercice suivant, une analyse approfondie des engagements de l'éditeur sera réalisée.

L'éditeur donne 10 exemples de promotion culturelle diffusés par son service.

## **2.2. Production propre**

L'éditeur s'est engagé à réaliser 90% de son programme en production propre. Pour l'exercice 2019, il déclare que la proportion globale de production propre a été de 97,6%. Après vérification par les services du CSA, cette proportion est établie à 97,03%. L'éditeur rencontre son engagement.

## **2.3. Programmes en langue française**

L'éditeur s'est engagé à réaliser 90% de son programme en langue française. Pour l'exercice 2019, il déclare que la proportion globale de langue française a été de 92,8%. Après vérification par les services du CSA, cette proportion est établie à 89,84% soit une différence minime par rapport à son engagement. Le Collège ne juge donc pas opportun de notifier un grief à l'éditeur en la matière.

## **2.4. Diffusion musicale sur des textes en langue française**

L'éditeur s'est engagé à diffuser 30% de musique chantée sur des textes en langue française. Sur l'ensemble de l'exercice 2019, il déclare que la proportion de musique en langue française a été de 30% de la musique chantée. L'éditeur rencontre son engagement.

## **2.5. Diffusion musicale d'œuvres de la Communauté française**

Lors de son autorisation, l'éditeur s'est engagé à diffuser 18% dont au moins 4,5% entre 6 heures et 22 heures d'œuvres musicales émanant d'auteurs, de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs musicaux dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale. Sur l'ensemble de l'exercice 2019, il déclare que la proportion globale de musique de la Communauté française a été de 30% et de 30% sur les œuvres diffusées uniquement entre 6 heures et 22 heures. L'éditeur rencontre ses engagements.

Sur la question des « quotas de jour », le Collège a constaté un potentiel problème d'interprétation du décret sur l'application de l'engagement entre 6 heures et 22 heures. Conformément à sa recommandation du 2 juillet 2015 concernant les quotas de diffusion musicale, le Collège interprète que l'engagement entre 6 heures et 22 heures devrait être une proportion de celui réalisé en 24 heures. En raison de ce potentiel problème d'interprétation, le Collège applique provisoirement un calcul qui prend en compte uniquement les œuvres musicales diffusées pendant cette tranche horaire. Il invite les éditeurs à être vigilants quant à une clarification par le législateur de cet article qui serait mise en application dans les prochains contrôles annuels. Par ailleurs, le Collège d'avis a formulé une proposition de modification et de clarification en ce sens.

## **3. Avis du Collège d'autorisation et de contrôle**

Comme il l'a été rappelé, le présent avis porte non seulement sur la manière dont l'éditeur O.R.E.F.U.N.D.P. ASBL a respecté ses obligations légales pour l'exercice 2019, mais aussi sur la manière dont il a rempli les engagements

qu'il a volontairement pris dans son dossier de candidature, et qui ont amené le Collège à autoriser son service Radio Universitaire Namuroise (RUN) plutôt que d'autres candidats.

Le Collège conclut qu'au cours de l'exercice 2019, l'éditeur O.R.E.F.U.N.D.P. ASBL a respecté ses obligations en matière de fourniture d'un rapport annuel complet, de fourniture des enregistrements d'antenne, de fourniture des conduites d'antenne, de règlement d'ordre intérieur en matière d'objectivité dans le traitement de l'information et d'adhésion à l'Association pour l'Autorégulation de la Déontologie Journalistique.

Sur base des déclarations et informations consignées dans son rapport annuel, l'éditeur O.R.E.F.U.N.D.P. ASBL a également respecté ses engagements en matière de promotion des événements culturels, de production propre, de diffusion d'œuvres musicales en langue française et de diffusion d'œuvres musicales émanant de la Communauté française.

En matière de diffusion de programmes en langue française, la différence avec l'engagement de l'éditeur étant minime, le Collège ne juge pas opportun de notifier un grief à l'éditeur. Par ailleurs, il informe celui-ci de la possibilité d'introduire une révision de sa dérogation en la matière s'il souhaite diffuser plus de programmes en d'autres langues que le français.

Fait à Bruxelles, le 29 octobre 2020.

Two handwritten signatures in blue ink. The signature on the left is a stylized, horizontal scribble. The signature on the right is more legible, appearing to be 'J. H.' with a large, looping initial 'J'.